

Comment se construit la pensée énergétique unique : étonnants lobbies

Au départ étaient des associations aux buts respectables et louables : que sont-elles devenues ?

1. NEGAWATT : > 1000 adhérents

Son objectif :

Face aux défis du dérèglement climatique, de l'épuisement des ressources et du risque d'un accident nucléaire, montrer qu'un autre avenir énergétique est réalisable sur le plan technique et souhaitable pour la société.

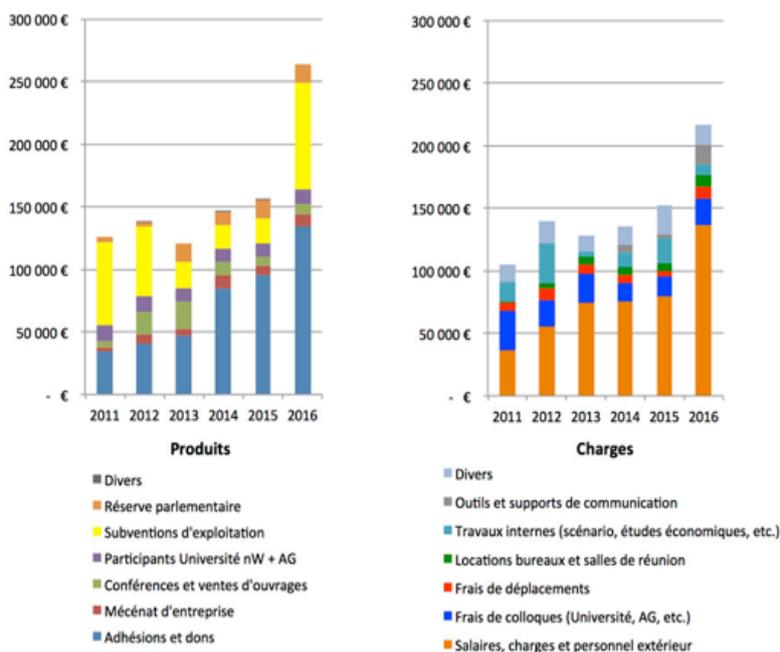
Son organisation et ses financements :

CA : plusieurs administrateurs sont liés aux réseaux CLER, ENERCOOP, Réseau Action Climat France (RAC-F), Sortir du nucléaire, Canopée, Hespul, Les Amis de la Terre, ATEE (Association Technique Energie Environnement) ... Certains sont liés au parti politique EELV.

Exécutif : pas de permanents, mais la « Compagnie des NegaWatts » : 23 bénévoles experts et praticiens de l'énergie, impliqués à titre professionnel dans la maîtrise de la demande d'énergie ou le développement des énergies renouvelables. Tous s'expriment et s'engagent à titre personnel, en toute indépendance. **C'est du moins ce qui est affiché.**

L'admission au sein de la Compagnie se fait par cooptation unanime des membres de celle-ci.

Financements :



L'adhésion est de 15€/an, ce qui pour 1000 adhérents payant régulièrement leur cotisation signifie des cotisations à hauteur de 15 000 €. Les dons représentent donc, par différence, 130 000€ : ils proviennent de BE liés aux EnR, ENERCOOP, opérateurs éoliens (H2air, Quadran, RES ...), fabricant autrichien de chaudières bois, jardinier bio, gîte-auberge, etc. : **qu'y a-t-il derrière ce « etc. »**

NegaWatt reçoit subventions de la part de personnes morales souhaitant soutenir sa démarche et ses actions : Fondation Un Monde Par Tous, Fondation pour le progrès de l'homme (Suisse), Institut CDC pour la Recherche, + un partenariat avec la Nef (coopérative financière offrant des solutions d'épargne et de crédit orientées vers des projets ayant une utilité sociale, écologique et/ou culturelle).

L'association affirme cependant qu'elle reste indépendante de toute organisation politique et de toute entreprise ou association, au motif qu'**aucune personne morale n'est adhérente de l'association**, et donc impliquée dans la gestion de l'association et dans les prises de décision.

Pour autant, certaines personnalités ont des liens forts avec des personnes morales dont **en outre elles sont parfois les dirigeants**. Sans parler des liens avec le parti EELV, ce que traduit probablement le poste de recettes « réserve parlementaire » qui existait encore il y a peu.

Ses réalisations :

Parmi ses productions figure le « scénario NégaWatt 2050 », dont sont désormais imprégnés partis politiques (verts ou proches), associations proches y compris de milieux agricoles, mais encore et surtout les médias, les agences d'Etat, et les responsables de Régions telles que l'Occitanie.

Mon impression générale :

Au départ NégaWatt c'était une bonne idée, de bonnes et louables intentions que doublait cependant une idée fixe, quasi malade et que l'on retrouve dans le comportement individuel de certains adhérents de NégaWatt : supprimer le nucléaire.

NégaWatt ne se présente pas comme spécifiquement pro-éolien même s'il accepte des financements des opérateurs : en grande majorité les acteurs qu'il a rassemblés sont des spécialistes de l'efficacité énergétique des bâtiments, des acteurs promouvant le photovoltaïque, pas des éoliens. Et Thierry Salomon son fondateur, qui pilote la Compagnie des Négawatts, a su attirer de bonnes pointures autour de son concept (démarche de sobriété et d'efficacité énergétique + recours volontariste aux énergies renouvelables).

Ce sont avant tout des ingénieurs, parfois assez binaires, souvent idéalistes ce qui est cohérent avec la binarité qui nous vaut ce perpétuel reproche « si vous êtes contre l'éolien, alors vous êtes pour le nucléaire ».

Belle trouvaille que ce titre « NégaWatt » et cette formule de travail bénévole « la Compagnie des Négawatts », quelles capacités de travail aussi : il faut saluer cela, ainsi que la vision permettant d'organiser ce lobbying à grande échelle qui a aujourd'hui formaté les esprits de nos contemporains y compris les ingénieurs de l'Etat, les Agences d'Etat et, bien évidemment, l'ensemble des médias.

4 grands reproches ou interrogations :

1. ce sont à la base des ingénieurs de grande qualité dans leurs domaines, mais il leur manque la compétence « électricien », ce que ne compensent pas ceux qui parmi eux s'intéressent à l'efficacité énergétique et aux modèles associés.
⇒ **il en résulte des failles techniques majeures dans NégaWatt 2050.**
2. en leur sein il figure des élus verts => NégaWatt n'est pas aussi libre qu'il ne l'affirme.
La VP Occitanie Agnès Langevine ne figure pas frontalement parmi les dirigeants de NégaWatt, mais ses propos publics témoignent qu'elle en est imprégnée. Et le recrutement d'une chef de projet venant copier-coller sous direction de l'ADEME le scénario NégaWatt 2050 sur le scénario régional 2050 (REPOS) en est un autre indice.
3. NégaWatt accepte des dons et des subventions d'opérateurs éoliens, qui peut-être influencent ses dirigeants : notre suspicion est donc à cet égard légitime.
4. NégaWatt ne s'est pas déclaré comme influenceur de parlementaires, élus de CR et CD ou d'EPCI de plus de 20 000 habitants <http://www.hatvp.fr/espacedeclarant/representant-dinterets/linscription-au-repertoire/>

2. SOLAGRO : 120 adhérents

Dirigeants communs avec NégaWatt mais aussi avec le CLER, Solagro est une forme de filiale partagée entre NégaWatt et CLER, comme en témoignent tant ses rapports d'activité que sa déclaration d'allégeance (partenariats affichés) sur son site internet <https://solagro.org/index.php>

Une équipe importante : 30 permanents, et des financements provenant de l'Etat et des agences de l'Etat dont l'ADEME, des subventions européennes aussi dans le cadre de réponses à des appels à projets.

Mon impression générale :

SOLAGRO est discrètement apparentée à NégaWatt et au CLER, dont elle constitue le relais opérationnel au sein du monde agricole.

3. Le CLER - Réseau pour la transition énergétique :

270 professionnels adhérents (depuis 1984)

Son objectif :

promouvoir les énergies renouvelables, la maîtrise de l'énergie et plus largement la transition énergétique.

« Nos missions :

<https://cler.org/>

1. développer et animer les réseaux et les dynamiques d'échanges ; diffuser les meilleures pratiques
2. accompagner la transition énergétique grâce à des propositions formulées auprès des pouvoirs publics, de la société civile et des médias
3. informer et communiquer sur la transition énergétique grâce des outils numériques, publications et événements

Son organisation et ses financements :

Un réseau regroupant 270 professionnels répartis sur tout le territoire français :

- associations locales,
- agences locales de l'énergie,
- organismes de formation, centres de recherche, universités,
- bureaux d'études, installateurs, distributeurs, industriels,
- fédérations et syndicats professionnels,
- collectivités locales,

qui « mènent localement des projets concrets. Au sein de leur association, de leur collectivité ou de leur entreprise, ils mettent en œuvre la transition énergétique sur le terrain, à l'aide de pratiques locales vertueuses et reproductibles. Par la diversité de leurs activités, de leur nature et de leurs champs d'action, ils contribuent à construire une vision transversale et cohérente de l'énergie. » <https://cler.org/>

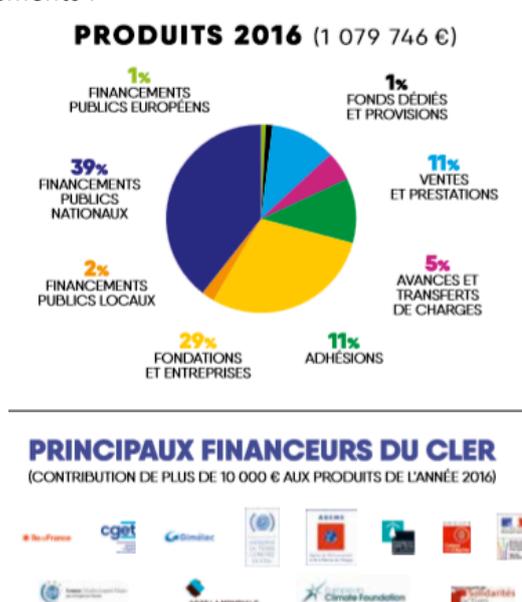
CA :

- plusieurs administrateurs sont liés aux réseaux NégaWatt, ENERCOOP, Réseau Action Climat France (RAC-F), Sortir du nucléaire, Canopée, Hespul, Solagro, ...
- d'autres sont liés au parti politique EELV.
- il y figure un opérateur éolien (Valorem)

Exécutif : une équipe de 14 salariés dont les déclarations de foi témoignent d'un prosélytisme affirmé
Ils sont d'ailleurs officiellement « chargés :

- d'animer les différents réseaux associatifs *nota : formulation témoignant d'un format tentaculaire*
- de formuler et porter nos propositions de plaidoyer auprès des responsables politiques, et enfin d'informer sur les multiples sujets en lien avec la transition énergétique.

Financements :



Les « 11% adhésions » sont étonnants pour 270 adhérents ... ce chiffre doit donc cacher des dons, en plus des 29% « Fondations et entreprises ».

Quant aux « principaux financeurs du CLER », c'est peu lisible. Tout cela n'est pas si clair qu'il n'y paraît.

Ses réalisations :

Parmi ses « productions » figurent notamment :

- depuis 2011 le réseau des Territoires à énergie positive (TEPOS). Il rassemble des collectivités locales et des territoires ruraux qui abordent la question de l'énergie dans une approche globale de développement du territoire, en synergie avec tous les acteurs locaux.

Le CLER a identifié en les élus des territoires une cible essentielle cf. <https://cler.org/energie-ces-collectivites-territoriales-en-transition/> dans le cadre de la généralisation des PCAET et de la mise en place des SRADDET.

Les responsables du projet REPOS semblent s'être fortement nourris des messages délivrés par le CLER.

- depuis 2012, la **Coalition France pour l'efficacité énergétique (CFEE)** qui regroupe 9 associations et groupements d'entreprises dont l'objectif est de faire évoluer le cadre législatif, réglementaire, administratif et économique en faveur de l'efficacité énergétique en France. Autrement dit du lobbying, qui pas plus que pour NégaWatt n'a été déclaré.

Parmi ces associations on retrouve des gens très convenables : FNE, UFC-Que choisir ...

Au plan technique, les objectifs sont généralement louables, mais les préconisations sont souvent assorties d'une certaine légèreté au plan des contraintes techniques dont ils s'affranchissent.

Mon impression générale :

Un fonctionnement en mode « coucou » : ça résonne un peu comme si l'approche terrain et l'image « protection de l'environnement » initiales du CLER avaient été utilisées par d'autres acteurs ayant trouvé au CLER un nid sympathique et présentable pour mener en réalité d'autres actions qui sont devenues le fond de commerce actuel du CLER : lobbying, TEPOS ...

Parmi ces acteurs, NEGAWATT et ses affiliés (Solagro, etc.), Réseau Action Climat France (RAC-F) et tous les antinucléaires qui vont avec, les ENERCOOP, etc.

Le CLER semble, plus profondément que NégaWatt, influencé par les opérateurs éoliens dont un membre est administrateur sous couvert de « participatif ».

Des liens forts entre le réseau « sortir du nucléaire » et le CLER dont le président d'honneur est Didier Lenoir.

Peu de transparence quant à ses financements, a fortiori si on le compare à NégaWatt.

Ajouter à cela que le lobbying, pas plus que pour NégaWatt n'a été déclaré sur

<http://www.hatvp.fr/espacedeclarant/representant-dinterets/linscription-au-repertoire/>

4. OFATE : un « Office franco-allemand pour la transition énergétique » plutôt obscur

Son objectif : œuvrer au développement des énergies renouvelables et à la mise en œuvre de la transition énergétique en France comme en Allemagne. C'est une plateforme franco-allemande d'échanges pour de nombreux acteurs issus du monde politique et industriel : ministères, collectivités locales, syndicats, développeurs de projets, fabricants d'installations, bureaux d'études, gestionnaires de réseaux, instituts de recherche et établissements financiers.

Parmi ses activités : échange de connaissances France-Allemagne, veille, conférences thématiques et événements, rencontres bilatérales entre décideurs politiques permettant de faciliter l'échange entre experts et l'élaboration de politiques publiques communes et de projets conjoints.

Financement : à parité par des fonds publics et les cotisations des adhérents.

Fonctionnement : l'équipe travaille directement au sein des ministères allemand et français en charge de l'énergie.

Mon impression générale :

C'est plutôt obscur :

- qui sont ses adhérents ?

Il est probable que les opérateurs éoliens ou leurs syndicats professionnels y adhèrent, probablement aussi les associations NégaWatt et CLER, car cela participe de leur lobbying.

- ses productions effectives ...

5. ENERCOOP :

Depuis 2004 * 10 coopératives régionales aujourd'hui

Son objectif :

L'accès à l'énergie est un besoin essentiel, que le modèle français actuel ne permet pas de satisfaire correctement. Bien au contraire, ce modèle est à l'origine de problématiques et déséquilibres environnementaux, économiques, sociaux majeurs. Chez Enercoop, nous aspirons à un autre modèle, juste et soutenable.

Notre vision : une société dans laquelle chacun peut accéder à une énergie 100 % renouvelable ; un modèle sobre en énergie, local, organisé dans le cadre d'une gouvernance partagée, transparente et démocratique.

Son métier :

Fournisseur d'électricité 100 % renouvelable et coopératif en contrat direct avec les producteurs. Approvisionnement en EnR direct auprès de ses producteurs puis injection dans le réseau.

Former les acteurs aux économies d'énergie.

Son organisation et ses financements :

Une société Coopérative d'Intérêt Collectif, ce qui donne aux partenaires une place importante dans la gouvernance, en leur dédiant un collègue au sein du CA.

Les fondateurs :



Les partenaires : une myriade associative variée, dont émerge « Les amis d'Enercoop » www.lesamisdenercoop.org/nous-connaitre/notre-organisation/ qui dispose d'un permanent.

Exemple de Enercoop-Midi Pyrénées :

- une équipe de 7 permanents (certains sont au CA : normal puisque c'est une SCOP)
- au CA : noter la présence de SOLAGRO
- comptes publiés sur <https://www.societe.com/societe/enercoop-midi-pyrenees-809762511.html>

Mon impression générale :

Une entreprise :

- sympathique par ses finalités,
- au fonctionnement classique au sein du monde des SCOP.

Double posture :

- en écoute dès lors qu'il s'agit de prendre en compte l'inacceptabilité de l'éolien.
- cependant engagée dans l'éolien (moins que sur d'autres EnR il est varié)

Ambiguïté également quant à sa gouvernance, puisque dans l'exemple Midi-Pyrénées elle admet en son sein SOLAGRO autrement dit une « filiale » de NégaWatt.

Côté financement, au moins c'est clair puisqu'Enercoop s'inscrit dans le modèle économique de l'entreprise quoique sous une forme coopérative.

Pas de déclaration de lobbying, alors que l'on n'en est pas très loin.

6. ADEME :

Agence d'Etat sous statut d'établissement public, en charge de la mise en œuvre et du suivi des politiques publiques de l'énergie et de l'environnement.

L'ADEME semble indépendant de la sphère NégaWatt-CLER et les autres.

Néanmoins, chacun sait que l'ADEME a influencé les rédacteurs du scénario REPOS 2050 de la Région Occitanie, copié-collé du scénario NégaWatt 2050. Donc soit il existe des liens, soit a minima existe-t-il une imprégnation forte.

Parmi les administrateurs de l'ADEME figurent des gens a priori éloignés de tout risque de conflits d'intérêts, qu'il s'agisse des 10 représentants de l'Etat, des 3 représentants des collectivités locales ou encore des personnalités qualifiées (3 au titre de l'environnement dont FNE, 2 au titre de l'énergie).

Président du conseil scientifique : Didier ROUX, 62 ans, physico-chimiste, ex-DRI de Saint-Gobain, membre de l'Académie des sciences et de l'Académie des technologies, président de la Technopole de Bordeaux Unitec.

Directeur général : Frédéric Boissier, 44 ans, profil DRIRE puis R&D BRGM puis ANDRA.

TOUT SEMBLE TRANSPARENT, puisque l'ADEME, établissement public :

- procède à des appels d'offres officiels et publie les marchés qui en résultent.
- organise des manifestations publiques, des assises.
- fait régulièrement évaluer ses actions.

Ses expertises semblent bien construites : l'ADEME affiche une démarche collective et transversale de l'expertise qui garantit son objectivité, son impartialité, et sa neutralité scientifique.

Rien dans ce que l'on peut lire ou dans ses parutions (« ont participé à », ou « remerciements à ») ne semble trahir une réalité différente de ce qui est affiché ici, à l'exception peut-être de ces quelques phrases ci-dessous, dont la 2^{ème} puce peut interroger (qui sont « les professionnels concernés » ?)

Pour ce faire, l'Agence s'appuie sur :

- un contrat d'objectifs pluriannuel conclu avec l'État ;
- des orientations stratégiques établies en concertation avec les professionnels concernés et validées par son conseil d'administration ;
- des contractualisations avec les collectivités territoriales notamment celles intégrées dans les contrats de projets État-Région.

Mais tout dans les parutions donne le sentiment qu'il s'agit de productions propres, et d'une culture spécifique à l'ADEME. Exemple : <http://www.ademe.fr/actualisation-scenario-energie-climat-ademe-2035-2050>

Le budget figurant sur son site internet semble tout ce qu'il y a de plus officiel et contrôlé,

L'on aimerait cependant avoir un visu sur ce que recouvrent ses « ressources propres cf. ci-dessous

- 590 M€ d'autorisations d'engagement pour les budgets incitatifs sur crédits budgétaires ;
- 19,7 M€ en intervention sur ressources propres dont :
 - 4,6 M€ pour l'organisation de l'exposition internationale à ASTANA ;
 - 2,5 M€ sur la part cofinancée des thèses ;
 - 2,3 M€ sur les frais de gestion des Investissements d'avenir ;
 - 10,3 M€ sur les contrats nationaux et internationaux.

- *qui y a-t-il d'autre que l'ADEME derrière les thèses (= qui au final paye le thésard ?) ?*
- *que recouvrent ces « contrats nationaux et internationaux » ?*

Mon impression générale :

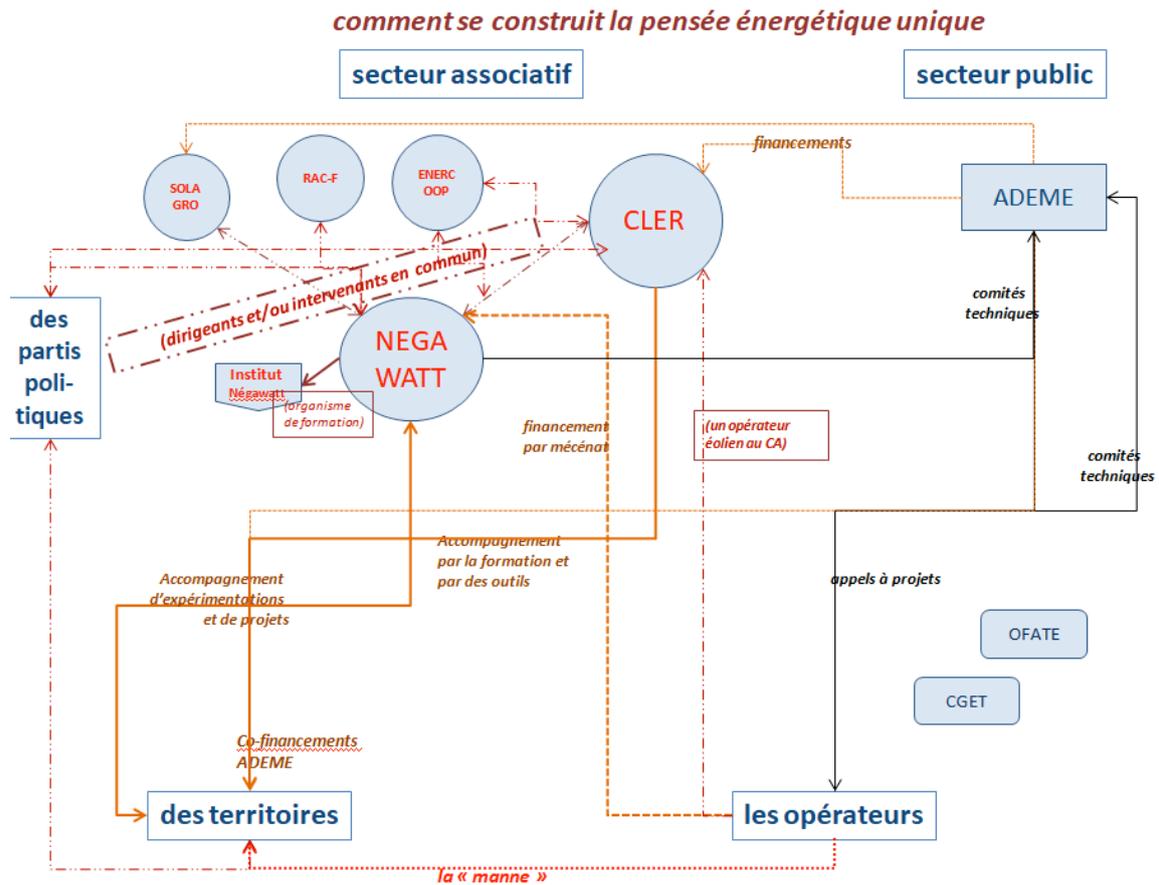
Rien ici ne trahit une perméabilité entre la sphère NEGAWATT-CLER et l'ADEME : c'est une agence d'Etat qui a un fonctionnement structuré, évalué, contrôlé (avec même une Inspection). Mais sur le terrain nous savons qu'il existe une perméabilité intellectuelle forte le scénario NégaWatt 2050 cf. REPOS 2050 en Occitanie.

Cette perméabilité résulte peut-être d'une forme de lâcheté à ne pas oser critiquer la nouvelle pensée unique énergétique. N'empêche que l'ADEME finance cette pensée comme s'il n'existait pas un problème.

On peut imaginer que cette agence d'Etat, qui a une culture propre issue de son histoire, vit assez mal la concurrence que lui font ces acteurs de l'ombre et du secteur associatif privé.

7. **Canopée 12 :** une association locale représentative de la sphère NégaWatt-CLER et les autres
L'équipe concernée : en apparence des gens normaux avec des projets locaux sympathiques. Mais plusieurs d'entre eux font allégeance militante à Négawat cf. lors atelier territorial SRADDET-Millau le 18 janvier 2018.

AU FINAL, QUE PEUT-ON EN PENSER ?



Tout n'est pas malsain dans cette mouvance « pensée énergétique unique » :

1. Généralement, tout est parti d'initiatives généreuses et altruistes, en format d'expérimentations. Puis les projets ainsi élaborés ont été modélisés.

Il s'est cependant produit des dérives : certains sont partis sur des présupposés n'ayant pas fait l'objet d'une évaluation publique (ex : NégaWatt), d'autres sur des aprioris polémiques, cherchant en particulier à démontrer « à tout prix » qu'il fallait sortir du nucléaire, à quoi s'est ajouté le thème de la sortie des combustibles fossiles, qui certes présente des intérêts y compris au plan de l'indépendance énergétique.

2. Au final, deux événements sont intervenus :
 - a. la tendance naturelle de l'homme - et de l'ingénieur - au prosélytisme a mené les plus énergiques d'entre eux à passer d'une modélisation à la pensée énergétique unique et au lobbying associé. Mais l'absence de toute évaluation critique officielle, par les scientifiques et les pouvoirs publics (sans parler des médias qui auraient pu s'étonner parfois), des orientations et scénarios ainsi proposés puis imposés à titre de pensée unique, a généré deux situations potentiellement dommageables :
 - les auteurs de ces scénarios par insuffisance de pluridisciplinarité - notamment dans le domaine de l'électricité - ont commis des **erreurs de raisonnement qui, si elles perduraient, ruineraient notre pays et ses citoyens, durablement.**
 - les agences d'Etat et le secteur public ne se sont pas donné la permission de procéder à ces critiques nécessaires : n'osant pas, ils ont choisi d'accompagner mollement le mouvement ambiant.

Par surcroît, ce lobbying n'a pas été déclaré selon les procédures officielles.
 - b. les opérateurs privés et les partis politiques sont parvenus à s'immiscer dans cette mouvance, soit par du financement (NégaWatt), soit par intégration dans la gouvernance (CLER).

A ce stade, deux actions s'imposent :

1. procéder à une évaluation officielle des thèses et orientations issues de cette pensée unique afin que, dans l'intérêt général, il en sorte le meilleur pour la planification de l'action publique.
2. ordonner une mission de la Cour des Comptes, à deux titres : contrôle administratif de la gestion des organismes publics et parapublics, et vérification de l'emploi des aides publiques.